



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Montreuil, le 11 avril 2024
N°1757

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

En 2023, Tracfin a reçu un nombre record de signalements, illustrant la forte mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés.

En 2023, Tracfin a reçu **190 653 signalements** relatifs à des opérations financières suspectes, **soit une hausse de 15 %** par rapport à 2022 et **une multiplication par 7 en dix ans**.

En France, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) repose sur la collaboration efficace entre les différentes autorités et administrations concernées et les professionnels du secteur privé, dont l'engagement permanent est essentiel au dispositif préventif national.

Le secteur financier reste le principal contributeur, avec 94 % du total des déclarations de soupçon reçues en 2023. Les banques et établissements de crédit, ainsi que les établissements de paiement, sont les principaux déclarants mais l'activité déclarative des établissements de monnaie électronique (EME) et des prestataires de services sur actifs numériques (PSAN) est en cette année très forte hausse (+ 146 % et + 339 %). Cette mobilisation est en adéquation avec le risque BC-FT « très élevé » identifié par l'Analyse nationale des risques (ANR).

Pour le secteur non-financier, le volume de déclarations de soupçon est en hausse de 8 % par rapport à l'année précédente. Cet accroissement est notamment dû à **une intensification de la pratique déclarative pour trois professions en particulier** : les notaires, les casinos et clubs de jeux ainsi que les opérateurs de jeux.

Outre les déclarations de soupçons des professionnels du secteur privé, Tracfin reçoit et traite également des informations de soupçon transmises par les différents organismes publics ou chargés d'une mission de service public – notamment les administrations d'État, les collectivités territoriales, les établissements publics – mais aussi par les autorités de contrôle

et les ordres professionnels dans le cadre de leur mission. Celles-ci sont en hausse de 4 % en 2023. Les informations reçues en provenance des cellules de renseignement financier étrangères sont en baisse de 9 % par rapport à 2022.

Ces chiffres témoignent de la forte mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés. En 2023, Tracfin a organisé plus de 150 rencontres avec les professionnels ou leurs autorités de supervision sous de multiples formats. Visant à partager les informations sur les risques et tendances de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (BC-FT), ces échanges opérationnels permettent aux différentes catégories de déclarants de préciser leur classification des risques et les critères d'alerte inhérents à leurs activités, secteurs ou zones géographiques et à Tracfin de préciser ses besoins afin de renforcer l'impact des déclarations de soupçon, gage de qualité et d'efficacité.

En 2023, Tracfin a par ailleurs commencé à déployer une nouvelle version du formulaire de déclaration de soupçon qui était resté inchangé depuis sa création en 2012. Ce formulaire, adapté aux spécificités des différents professionnels, doit permettre d'obtenir des données mieux structurées afin de mieux traiter le flux grandissant d'informations reçues et de mener plus efficacement les missions d'analyse stratégique et opérationnelle.

Rapport à consulter sur : economie.gouv.fr/tracfin

Pièce-jointe : chiffres clés 2023

Tracfin est le service de renseignement financier, appartenant au premier cercle de la communauté du renseignement, placé sous l'autorité de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, et de Thomas Cazenave, ministre délégué chargé des Comptes publics.

En tant que service d'investigation à vocation opérationnelle, Tracfin participe à la construction d'un capitalisme responsable, facteur d'attractivité et de compétitivité de l'économie française. Ses capteurs financiers lui permettent aujourd'hui d'exercer trois missions prioritaires : la lutte contre la criminalité économique et financière, la lutte contre la fraude aux finances publiques et la défense des intérêts fondamentaux de la Nation notamment en matière de lutte contre le financement du terrorisme et les ingérences criminelles.

Contact presse :

Tracfin

01 57 53 27 88

communication.tracfin@finances.gouv.fr